



Conseil économique et social

Distr. générale
27 novembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

**Suivi du Sommet mondial pour le développement
social et de la vingt-quatrième session extraordinaire
de l'Assemblée générale : thème prioritaire :
promouvoir l'autonomisation dans les domaines
de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale,
du plein emploi et du travail décent pour tous**

Déclaration présentée par Confederazione Generale Italiana del Lavoro, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Après quatre ans de crise économique et financière, le monde connaît toujours une crise de l'emploi, le chômage mondial touchant maintenant quelque 200 millions de personnes. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation internationale du Travail estiment qu'il faudrait créer 21 millions d'emplois chaque année pour revenir aux niveaux d'avant la crise à l'horizon 2015. Dans les seuls pays d'Afrique et d'Asie, il faudrait chaque mois 1 million d'emplois supplémentaires pour absorber l'arrivée des jeunes sur le marché du travail. En Europe, le chômage des jeunes, en particulier dans les pays du sud, atteint des niveaux intolérables et touche aussi bien les travailleurs qualifiés que les autres, ce qui provoque une nouvelle vague de migrations. L'aggravation de la récession ou de la stagnation économiques due aux politiques d'austérité imposées dans de nombreux pays d'Europe, les faibles taux de croissance enregistrés par les autres pays de l'OCDE et le ralentissement de la croissance des pays émergents sont susceptibles de perpétuer la hausse du chômage.

Après l'apparition de la crise en 2008, les gouvernements ont montré leur efficacité en prenant des mesures coordonnées visant à stabiliser la demande mondiale et en s'accordant sur des propositions de réglementation financière. Toutefois, ce mouvement s'est essouffé, de nombreux gouvernements s'étant ralliés à l'austérité. Le renflouement d'un grand nombre d'institutions financières et les premières mesures de relance n'ont pas été suivies par des politiques cohérentes en faveur de l'emploi et des investissements dans les infrastructures pour stimuler la demande interne.

De nombreuses déclarations politiques de gouvernements et d'organisations intergouvernementales établissent certes le besoin de s'attaquer à la crise de l'emploi en abordant le problème aussi bien du point de vue qualitatif que quantitatif, mais les droits des travailleurs sont attaqués aux niveaux national et international. Ces politiques malencontreuses qui sapent la confiance des travailleurs et creusent les inégalités de revenus apparaissent comme l'un des grands facteurs de la crise.

Les pays en développement souffrent d'un manque considérable d'emplois décents, que leur croissance économique ne peut créer. Le coût élevé de la vie et les effets de la crise alimentaire mondiale engendrent des situations de pauvreté endémique.

Dans le même temps, les mesures d'austérité réduisent les investissements publics, les emplois publics, les salaires, la consommation et les marchés intérieurs. La contraction simultanée des prêts bancaires enferme les pays concernés dans un cercle vicieux sans perspectives favorables à la création d'emplois.

Associé à un chômage durable croissant, le nombre toujours plus grand de jeunes sans emploi menace le potentiel de croissance durable et accroît le risque de désintégration du tissu social et d'instabilité politique. Les gouvernements et les organisations internationales doivent resserrer la coopération économique et stimuler la demande via des investissements prioritaires de manière à prévenir une recrudescence de la récession, restaurer la croissance et accroître l'emploi. Cela passe par une réorientation de la politique macroéconomique aux dépens de l'austérité et en faveur d'une croissance axée sur l'emploi, et par un réajustement de la politique structurelle visant à renforcer les autorités responsables du marché du

travail (y compris la négociation collective, attaquée de toutes parts par la Commission européenne), en développant la protection sociale et en favorisant la formalisation de l'important secteur informel.

Les gouvernements et les organisations internationales doivent promouvoir les investissements dans la création d'emplois, les infrastructures et l'économie verte en vue de relancer la croissance; la réorientation des politiques structurelles et des mesures relatives au marché de l'emploi en vue de créer des emplois décents par le dialogue social; l'aide aux autorités responsables du marché du travail ainsi que la négociation collective en vue de réduire les écarts de revenu, en accordant une attention particulière aux inégalités entre les hommes et les femmes ainsi qu'à l'égalité de rémunération et de droits avec les travailleurs migrants; des mesures visant à mettre un terme au travail précaire et irrégulier; l'investissement dans l'éducation et les compétences; la formulation d'un programme d'« emplois verts »; la mise en place d'une protection sociale minimale; la mise en œuvre effective de droits sociaux et de droits du travail; et l'instauration d'une taxe sur les transactions financières internationales visant à réduire la spéculation financière et à financer la création d'emplois et la protection sociale.
